

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 11 FÉVRIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Une évidence : excusez moi les...
- 2) Rien ne va plus
- 3) Un congrès de plus rien...
- 4) La droite du PS se rebiffe !
- 5) L'avenir est derrière eux...
- 6) Enfin ils témoignent
- 7) Le super coléreux !
- 8) Ils réfléchissent de temps en temps
- 9) Hommage et respect...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Moins on est instruit, plus on vote FN"



Un sondage Ifop montre que 23% des 18-22 ans comptent voter pour Marine Le Pen. Un vote protestataire, mais pas seulement, explique le sociologue Sylvain Crépon.

Alors que Marine Le Pen ne décolle pas dans les intentions de vote, voilà une étude qui devrait réjouir la candidate frontiste. Un sondage Ifop pour Libération montre que 23% des jeunes de 18 à 22 ans la choisissent, derrière François Hollande (31%) mais devant Nicolas Sarkozy (21%). Sylvain Crépon, chercheur à l'université de Nanterre et spécialiste de l'extrême-droite, livre son analyse sur une tendance qui n'est finalement pas si récente.

Pourquoi Marine Le Pen séduit-elle tant les jeunes?

Il y a plusieurs raisons. Premièrement, la personnalité de Marine Le Pen: une figure moderne, la quarantaine, de famille recomposée. Cela peut séduire. Deuxièmement, l'idée de vote transgressif. Il manifeste un profond désarroi et un rejet de la politique. C'est un peu le vote des "oubliés". Troisièmement, les enquêtes de terrain montrent que les jeunes sur le point de voter FN sont ceux sur le point de travailler, ou du moins d'entrer dans la vie active. Ils sont dans l'ensemble très pessimistes par rapport à leur avenir.

Concrètement, qui sont ces électeurs?

De nombreuses études le montrent, ce sont les jeunes ayant le moins d'instruction qui se tournent vers le Front national. Moins on est instruit, plus on vote FN. On observe que ce sont également ceux qui s'intéressent le moins à la campagne. Leurs préoccupations sont, par exemple, plus portées sur la sécurité et moins sur l'éducation. Ils sont souvent très peu intégrés socialement, avec une certaine précarité professionnelle. C'est ce qui différencie cet électorat de celui de Mélenchon, par exemple.

Est-ce une tendance récente?

Non. Déjà, dans les années 90, le FN était le premier parti chez les jeunes. Là, ce n'est que le deuxième, mais cette tendance est la conséquence d'un même facteur. En fait, à chaque fois que le pays traverse une crise, cela favorise le vote des jeunes à l'extrême-droite, un vote protestataire. En revanche, même s'il vote FN aujourd'hui, une partie de ces jeunes se tournera vers les autres

partis à mesure qu'ils s'intégreront socialement, fonderont une famille, etc.

lexpress.fr

Marine Le Pen séduit 23% des 18-22 ans, selon un sondage Ifop.

afp.com/Joel Saget

II) Rien ne va plus au Front de gauche : passe d'armes virulente entre élus PG et PCF du Conseil de Paris



Danielle Simonnet et Ian Brossat. © Montage via AFP.



Sébastien Tronche
sebastien.tronche@europe1.fr

Rien ne va plus au Front de gauche entre militants du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et militants du Parti communiste, principale composante de ce mouvement. Sur son blog, lundi 9 février, au lendemain du très court succès du PS face au FN dans une législative partielle dans le Doubs, Jean-Luc Mélenchon a fortement égratigné le Front de gauche. Une manière de l'enterrer avant les élections départementales.

De la théorie à la pratique, deux élus Front de gauche du Conseil de Paris se sont livrés à une passe d'arme en règle sur Twitter. Ainsi Danielle Simonnet, qui était la candidate du Parti de gauche aux municipales à Paris quand les communistes avaient rallié Anne Hidalgo, a reproché au communiste Ian Brossat, adjoint de la maire de Paris chargé du Logement, de trop utiliser l'expression "classes moyennes".



Simonnet Danielle @Simonnet2
Mais combien de fois @IanBrossat a t-il cité "classes moyennes" Il apprend vite avec @Anne_Hidalgo . C'est moche....

Ce à quoi le communiste a répondu par une référence toute trouvée à... Karl Marx. Et de lancer à Danielle Simonnet : « Réviser tes classiques... »



Ian Brossat @IanBrossat @Simonnet2 Marx m'a appris qu'on n'oppose pas l'ingénieur à l'ouvrier... Réviser tes classiques...

Un échange viril et virulent qui s'est conclu sur une accusation de trahison de la part de Danielle Simonnet selon Ian Brossat.

“ Comme la droite... ”



Simonnet Danielle @Simonnet2 @IanBrossat Tu les opposes en discriminant bas et moyens revenus au profit familles aisées 7000€ . 10% demandeurs aux revenus PLS pas 30!

Voilà qui ne devrait pas arranger les accords électoraux entre les deux alliés pour les prochains scrutins de 2015.

lelab.europe1.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Le PS lance son « drôle de congrès »

Par Stéphane Alliès

Le conseil national a enregistré, ce samedi, 27 contributions au congrès de Poitiers. Jean-Christophe Cambadélis entend rassembler de Manuel Valls à Martine Aubry, sans avoir encore réussi à convaincre celle-ci. Tétanisés par « l'après-Charlie » et dans l'attente des départementales, les protagonistes socialistes critiques ne sont pas encore réunis.

« On est comme en 40. Chacun garde sa tranchée, et attend de voir le résultat des départementales pour déclencher les hostilités. » Un député aubryste résume l'ambiance étrange de « drôle de congrès » qui a parcouru le rez-de-chaussée et le sous-sol de l'Assemblée nationale, samedi matin. Après le dépôt des contributions devant son conseil national, on y voit à peine plus clair dans le paysage socialiste interne. Et si rien ne semble joué à quatre mois de son congrès à Poitiers, les attentats de Paris ont solennisé les discours et les stratégies.

Même la loi Macron n'est plus un événement médiatique de premier plan, faisant passer le « storytelling frondeur » au second plan. Les députés du collectif « Vive la gauche » expliquent pourtant leur intention de s'opposer au texte législatif. « Ce n'est pas un texte emblématique de la gauche, juste la mise en œuvre du rapport Attali, dit le député Laurent Baumel. On ne fonde pas notre appartenance à la majorité sur cette loi.

Donc un vote contre est possible. »

Mais les regards sont surtout tournés vers les élections départementales, dont le résultat déterminera réellement leur choix stratégique. Au lendemain de celles-ci, alors que sera levée l'inconnue de l'ampleur de la défaite socialiste annoncée, il restera onze jours pour déposer les motions, ces textes sur lesquels voteront les militants.

« Jusque-là, on est dans une phase de congrès congelée, explique un secrétaire national, où tout le monde a peur de faire la faute qui le fasse sortir du cadre. Du coup, c'est de l'immersion télescopique, ça se chuchote, ça se prépare. Tout le monde se positionne avant une « blitzkrieg post-départementales ». » « Les attentats ont changé le pied d'appel du sursaut entamé, estime la

sénatrice Marie-Noëlle Lienemann. Plus personne ne peut critiquer la stature du président, c'est entendu. Mais il reste quand même sa politique. C'est bien beau de surfer sur le 11 janvier, mais le chômage n'a jamais été aussi haut. »

Ce samedi, ce sont donc 27 contributions générales qui ont été déposées (les lire ici, ainsi que près de 200 à caractère thématique). « Ça fait beaucoup pour un parti rassemblé et en ordre de marche », persifle un opposant à Cambadélis. « C'est surtout lié à l'explosion de motions issues du dernier congrès et au fait que les ailes gauches ne se mettent pas d'accord », réplique un partisan du premier secrétaire. La vérité est entre les deux, toujours encouragée par la possibilité de signer plusieurs textes (dont la condition première pour être déposé est d'émaner d'au moins un membre des 300 conseillers nationaux).

http://www.dailymotion.com/video/x2gn43n_conference-de-presse-de-j-c-cambadelis-conseil-national-du-7-fevrier-2015_news

Parmi ces contributions, on trouve ainsi un lot de contributions régionales, un lot de prises de parti singulières (Julien Dray, Gérard Filoche, Gaëtan Gorce, ou Liem Hoang Ngoc), un lot de textes provenant de divers représentants de feu la « motion Stéphane Hessel » – ex-motion 4 au congrès de Toulouse de 2012 –, un lot de quelques nouvelles sensibilités ou apprentis courants (le «pôle réformateur» de Gérard Collomb et Christophe Caresche, «Cohérence socialiste» de Karine Berger et Valérie Rabaut, «L'avenir s'écrit maintenant» autour de la porte-parole du PS Juliette Méadel – ex-motion 2).

Enfin, cette inflation de contributions laisse aussi apparaître une division des ailes gauches, sans que l'on sache encore si elle est momentanée ou définitive. Trois textes entremêlent les signatures de proches de Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, de proches d'Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann, et de proches de Martine Aubry et du collectif «Vive la gauche». Face à ces multiples positionnements, Jean-Christophe Cambadélis a réuni derrière lui une bonne part des courants de la majorité gouvernementale, et espère désormais « plier le match » en obtenant le soutien décisif de Martine Aubry, qui achèverait de démontrer ses talents de tacticien-rassembleur.

Tour d'un horizon qui s'éclaircit un peu pour les socialistes, mais conserve encore plusieurs parts d'ombre.

Il a réussi un avant-congrès à sa main en faisant de « l'occupationnel », ainsi que l'expliquent dans leur jargon bien à eux plusieurs hiérarques socialistes. Habile équilibriste sur la ligne de crête entre soutien et critique gouvernementale, Cambadélis a remis au boulot les secrétaires nationaux, les responsables de fédération et les secrétaires de section du parti, avec l'organisation d'états généraux pourtant un brin « hors sol ». Le premier secrétaire « par intérim » espère remporter le scrutin militant qu'il n'a pas tenu à affronter quand il a remplacé son prédécesseur Harlem Désir sur injonction élyséenne.

En chef de parti averti des obstacles internes, « Camba » a fait une tournée quasi exhaustive dans toutes les fédérations, qui lui a permis d'asseoir son contrôle de l'appareil. Derrière lui se sont rangés divers courants et sensibilités plutôt dormants mais fournis en cadres intermédiaires (fabiusiens, peillonistes, moscovicistes, vallsistes, hollandais). Au total, il revendique 78 premiers fédéraux (sur une centaine). Le soutien de l'exécutif lui apporte en outre « près de 75 % des parlementaires », fanfaronne-t-il : « Personne ne s'attendait à ce que j'engrange autant. »



Jean-Christophe Cambadélis, au siège du PS à Paris, le 13 décembre 2014

Mais contrairement à ce qu'il espérait et avait annoncé, de nombreux secrétaires nationaux ont tout de même fait le choix de signer d'autres textes que le sien. « On a le droit de s'égarer, nous verrons si ce sera toujours le cas lors du dépôt des motions », dit-il. Comme Hollande et Valls, lui aussi aimerait profiter de « l'esprit du 11 janvier » pour être reconduit sans le moindre débat. « Le contexte a changé », « il y a une volonté commune de République et d'unité », « il y a des envies d'infléchir plus que de renverser », « il n'y a que des nuances entre nous sur ce que nous

devons faire »... Ces propos sont mesurés et optimistes, mais à force de vouloir se dire d'accord avec tout le monde, guère compréhensibles sur le fond.

Le député Pouria Amirshahi, selon qui « le gouvernement a le socialisme honteux et ne défend même pas sa ligne devant les militants », résume le relatif constat d'impuissance des socialistes critiques, désireux de faire du congrès un lieu de débat sur l'orientation gouvernementale, mais sans incarnation de celle-ci en face d'eux, autre qu'un Cambadélis attentif à maintenir le maximum d'ambiguïtés et de flous idéologiques possibles. « L'unité, ce n'est pas l'unanimité, s'irrite Emmanuel Maurel. Où sont les contributions d'Emmanuel Macron et de Manuel Valls ? C'est un peu facile de se dissimuler derrière Cambadélis et ses propos généreux, mais on ne peut pas laisser citer Jaurès et proposer dans le même temps la suppression de droits sociaux. » Aucun ministre n'a été autorisé à signer un quelconque texte, et le premier ministre pourrait continuer à se « planquer », laissant Cambadélis en première ligne. Une stratégie qui intrigue Benoît Hamon. « Franchement, à force de ménager tout le monde, il est vide le texte de Camba. C'est impossible de débattre là-dessus... »

Signe de ce flou entretenu, l'aile droite du parti, emmenée par le maire de Lyon Gérard Collomb, a tenu à produire son propre texte, afin de « mettre enfin en phase ce qu'on dit au parti avec ce qu'on fait au gouvernement », dit l'un de ses signataires, le député Christophe Caresche. Celui-ci estime qu'il « faut éviter un congrès stérile d'affrontement, mais aussi un congrès théorisant une pratique molletiste du parti ». « Camba nous dit qu'il est d'accord avec notre texte », explique-t-il ainsi, tout en souriant à l'hypothèse qu'il puisse avoir dit la même chose aux signataires de textes au contenu opposé. « Quand je lis la contribution de Martine Aubry, dit Caresche, je vois une contestation non pas des priorités de la loi Macron, mais de la loi Macron en tant que telle, parce qu'elle serait d'inspiration libérale. Or c'est justement à nous d'assumer la réforme du marché du travail, pour justement la faire mieux que la droite. »

Tout ce monde, de Collomb à Aubry, peut-il se retrouver dans une même motion ? « Il faudra voir quelles seront les conditions de la synthèse et s'il est possible d'avancer en actant des désaccords ou en trouvant des reformulations, dit Caresche. Si l'on ne règle pas ces débats au

congrès, on va se retrouver avec les mêmes blocages politiques ensuite. »

Le choix décisif d'Aubry

Ce soutien de Martine Aubry à son vieil ami Jean-Christophe Cambadélis, un temps espéré dès la contribution, n'est toutefois pas encore acté. La maire de Lille a en effet choisi de déposer sa propre contribution, offensive à l'encontre de la politique gouvernementale.

Cambadélis se dit toutefois « assez » confiant de la voir rejoindre sa motion. « Avec Martine, on n'est pas loin », dit celui qui manie le sourire en coin comme personne. Lui ne voit pas de difficultés à rallier les aubrystes aux côtés des vallsistes et hollandais déjà rangés derrière lui. « C'est pour cela que je souhaiterais que l'on se retrouve sur l'essentiel du texte que je viens d'écrire, explique-t-il, afin de ne pas me faire déporter à gauche ou à droite. Martine ne fait pas de questions de personnes, elle n'a que des questions de principe. »

Dans l'entourage de l'ancienne première secrétaire du parti, les avis divergent encore. « C'est un peu triste à dire, mais on est condamné à l'unité, estime la ministre Marylise Lebranchu. Le souci, c'est de parvenir à un texte majoritaire qui soit riche et respecte les différentes sensibilités et, surtout, le souhait de débats de fond des militants. » À l'inverse, pour un jeune député aubryste, « la raideur de sa contribution rend compliquée la synthèse, et pourrait même laisser penser qu'elle ne ferme pas la porte pour se lancer ». « En tout cas, se félicite-t-il, elle laisse possible l'émergence d'un axe central entre des aubrystes et les amis de Hamon et de Montebourg. »

Premier lieutenant d'Aubry, au point de l'avoir rejointe dans sa ville de Lille, le député François Lamy plaide pour un rapprochement avec « Camba », dont il est un conseiller spécial. À l'inverse, l'ancien directeur de cabinet d'Aubry à Solférino, Jean-Marc Germain, est l'une des têtes de fronde de « Vive la gauche ». Son collègue député Christian Paul résume la situation : « C'est la première fois depuis longtemps qu'on a la chance d'avoir un congrès qui ne soit ni de leadership, ni d'avant-présidentielle ou d'avant-primaire, ni d'après-élection. Il faut trouver un chemin entre le simulacre et l'explosion. Chez les aubrystes, certains sont plus attentifs à éviter l'explosion, et d'autres à éviter le simulacre. » Mais ils sont quelques-uns à penser que «

l'appareil aubryste ne sera pas contrôlé et se divisera si Martine se rallie à Cambadélis aux côtés de Valls », ainsi que l'explique un secrétaire national.



Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot et Martine Aubry, lors des manifestations contre la réforme des retraites, en octobre 2010 © Reuters/Charles Platiau

Un congrès “bloc contre bloc” ?

« L'enjeu central, c'est de sortir de “l'esprit du 11 janvier”, explique une chef de file de la contestation, cette fausse unanimité dans laquelle Cambadélis veut nous enfermer, et qui ne repose sur rien d'autre qu'une incantation à la République, sans même savoir ce qu'on met derrière... » Mais à l'heure actuelle, impossible de prédire que le congrès de Poitiers sera celui d'un affrontement “bloc contre bloc” opposant partisans et contempteurs des orientations gouvernementales.

Face à Cambadélis et à la majorité actuelle du parti, l'union est plus qu'un combat, et les contentieux personnels bloquent encore l'émergence d'une “grosse motion” concurrente. « Tout le monde espère une révolte de la base qui emporterait les divisions, une dynamique contestatrice qui obligerait à l'unité », dit une proche de Hamon. Pour Christian Paul, qui nourrit l'espoir de voir “Vive la gauche” faire « boule de neige », il est possible d'assister à « un rassemblement de tous ceux qui veulent se dépasser pour réunir une majorité qui pense que la question économique n'a pas disparu, même si certains le voudraient, et qui s'oppose à la vision d'un pays low cost qui irait se vendre jusqu'en Chine ».



À la réunion de Vive la gauche, le 29 novembre, au gymnase Mouchotte, à Paris. © VLG

Mais le leadership de cette contestation crispe quelque peu ses responsables. Pour l'heure, bien que toujours déterminé à « jouer un rôle » dans ce congrès, l'ancien ministre Benoît Hamon n'a pas réussi à unifier les diverses ailes gauches, comme il avait pu le faire lors du congrès de Reims avant de devenir le porte-parole de Aubry. « Aujourd'hui, personne n'est crédible pour incarner l'alternative, assène Marie-Noëlle Lienemann, qui reproche toujours à Hamon d'avoir – avec Montebourg – permis l'arrivée de Valls à Matignon. On n'a pas besoin de profil pour rassembler large, mais d'une motion qui soit collective, dans la clarté et la cohérence. On ne cherche pas un grand leader, mais à mettre le cap à gauche du parti. »

À l'inverse, certains proches de Hamon comme de Aubry estiment qu'un désaccord entre ailes gauches ne serait pas si rédhibitoire, permettant à Hamon de se démarquer du « corner gauche » du parti et d'occuper une position plus « crédible » et centrale face à Cambadélis.

Dans le reste du parti, certains veulent aussi à tout prix éviter cette « logique bloc contre bloc ». Comme Karine Berger et ses camarades de “Cohérence socialiste”, dont la « raison d'être » est d'« éviter un choc entre ultra-légitimistes et frondeurs, qui serait destructeur ». Pour la députée, « le parti doit redevenir une instance permettant de prendre des positions en amont du gouvernement.

On ne peut pas faire l'unité pour l'unité, alors que les débats de fond qui ne se tiennent pas minent le parti ». En creux, elle laisse entendre qu'elle et ses amis pourraient « partir à la motion » pour éviter un tel duel redouté, et contribuer à « dépoliariser les débats ». « Quand les effectifs sont en baisse, tout le monde a intérêt à faire une motion, explique Lienemann, car on peut faire de bons scores facilement et l'éparpillement réduit les réflexes légitimistes. »

Pourquoi ce n'est pas plié

« Il y a deux semaines, Camba avait réussi à imposer sa petite musique selon laquelle le soutien de Martine était acquis et que tout était terminé avant même de commencer, remarque le député Laurent Baumel. Mais finalement le jeu reste ouvert, les contributions nombreuses et le congrès loin d'être gagné pour quiconque. » Emmanuel Maurel, comme plusieurs proches de Benoît Hamon, ont tous affiché la même certitude : « J'ai cru que c'était plié, je ne le crois plus. »

Face à « Camba », beaucoup évoquent les événements inattendus pouvant survenir et jouer en leur faveur, et affirment que le résultat des départementales, selon l'ampleur de la déroute, pourrait rebattre toutes les cartes. Surtout, ils sont nombreux à penser que les votes militants sont « libérés » de l'influence des barons et grands élus socialistes.

Les "votes au canon", qui ont fait la réputation des "grosses fédérations" au fonctionnement douteux, semblent avoir vécu. Plusieurs fédérations ont été mises sous tutelle, et beaucoup d'« adhésions alimentaires » (celles qui permettent d'obtenir un logement social ou une subvention associative, comme celles qui font bien dans un CV d'employé municipal) pourraient avoir disparu avec l'enchaînement de défaites aux élections locales. Et si quelques tripatouillages subsistent (comme par exemple à Reims), la sincérité des votes devrait être davantage respectée que par le passé.

« On a une vraie difficulté d'interprétation sur le rétrécissement de la base électorale, dit Baumel. On ne sait pas qui est parti, qui est resté et à qui ça profite. » Enfin communiqué ce samedi, le corps électoral de ce congrès s'élèverait à 158 000 votants, soit le nombre total d'adhérents pouvant se remettre à jour, lors du scrutin, de deux ans de cotisations. Sur ces deux dernières années, selon les chiffres communiqués par la direction du PS, ils auraient été 130 000 à avoir voté. Mais ces chiffres devraient être bien éloignés de la participation réelle. À titre de comparaison, ils n'étaient que 75 000 militants PS à avoir voté lors du dernier congrès de Toulouse, en septembre 2012.

Personne ne sait enfin si la cote d'amour dont bénéficie Cambadélis auprès de la presse et de l'exécutif est la même chez les militants. Certains peuvent avoir des critères d'admiration différents, et ne pas forcément être séduits par les talents

tacticiens et la carrière politique d'un premier secrétaire qui affrontera là son premier vote. Personne ne sait non plus si, parmi les adhérents, le légitimisme s'imposera au ressentiment.

Paradoxalement, un gros score de l'opposition interne pourrait paralyser les forces de contestation à gauche. « Si la concurrence à Camba fait 45 %, c'est tout bon pour lui, dit un socialiste envisageant de quitter prochainement le parti. Ça risque d'empêcher tout départ, car les minoritaires pourront prétendre à nombre de places dans les instances et dans les investitures à venir. Et Camba saura très bien jouer de ça... »

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) La droite du PS veut «arrêter la schizophrénie» et en finir avec «le PS old fashioned»



La droite du PS veut «arrêter la schizophrénie» et en finir avec «le PS old fashioned»
Gérard Collomb, sénateur PS.
© AFP

François Vignal

Les socialistes ont entamé l'avant congrès, prévu pour le mois de juin, avec le dépôt des contributions. Les « réformateurs », qui refusent le qualificatif de « sociaux-libéraux », veulent avec le sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb une « mise à jour politique et idéologique » du PS.

Ne les appelez pas « sociaux-libéraux ». Le sénateur-maire de Lyon, Gérard Collomb, l'un des chefs de file des « réformateurs » du PS, revendique le terme de « sociaux-réformistes ». Après les divisions passées, cette aile droite du PS cherche à s'organiser en vue du congrès organisé au mois de juin. Ils ont déposé une contribution, texte préalable aux motions sur lesquelles les militants seront appelés à voter pour fixer une orientation en vue de l'élection du premier secrétaire. Ils l'ont présentée lors d'une rencontre avec la presse.

Revendiquant une « quarantaine » de parlementaires derrière eux, les réformateurs défendent la baisse des charges pour les entreprises, une fiscalité « qui ne pénalise pas la prise de risque », de la flexibilité – « trop de protection tue la protection » selon Gérard Collomb – sans oublier le « défi de la dette » ou « le défi écologique », sujet qu'il ne faut pas laisser

« aux intégristes de l'écologie ».

Le PS « de la préhistoire »

Pour Gérard Collomb, c'est « le PS old fashioned », celui « de la préhistoire » qui est dans le collimateur. « Certains sont restés sur les aspects de la lutte des classes de 1920 », tance le sénateur PS, qui critique aussi « la conception keynésienne des années 60 de régulation de l'économie dans l'Etat-Nation. Ils faut prendre en compte la mondialisation ».

Leur ligne économique et sociale est en réalité proche de celle défendue par le premier ministre Manuel Valls. « On n'est les soutiens de personne », répond Gérard Collomb, qui trouve même que le gouvernement ne va pas assez loin sur la baisse des charges : « On a commencé à le faire, mais trop tard ». L'ennemi de ces socialistes pro entreprises, ce sont les frondeurs du PS qui contestent la ligne économique de l'exécutif et « leur discours à la noix » lance le président de la métropole de Lyon. « On a plus de députés que tout le cinéma de l'histoire des frondeurs. Attention à l'effet d'optique », ajoute le député Philippe Doucet, pourtant l'un des fondateurs de la Gauche populaire, avec François Kalfon et

Laurent Baumel, deux membres actifs des députés frondeurs.

« Arrêter la schizophrénie »

Ces socialistes « réformistes » souhaitent une clarification au sein du PS pour « arrêter la schizophrénie », évacuer le surmoi « pseudo marxiste » pour installer une « mise à jour politique, idéologique qui va accompagner ce qu'on a fait depuis 2 ans », explique le député de Paris Christophe Caresche, autre animateur de ce courant.

Pourront-ils rejoindre la motion majoritaire du premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis ? Oui, « à condition que ce ne soit pas un gloubi-boulga et qu'ils reprennent quelques-unes de nos propositions », prévient Gérard Collomb. Christophe Caresche ajoute : « On veut peser sur le texte final ». Avec une lutte finale ?

27 textes dont celui d'Aubry

Le Parti socialiste a bouclé samedi la première étape de son congrès, avec le dépôt des contributions, préalable aux motions. On en compte... 27. Outre celle des réformateurs, les textes principaux sont celui du premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, soutenu par 78 des premiers secrétaires fédéraux. Martine Aubry, qui pourrait rejoindre le patron du PS pour la motion, a aussi déposé un texte où elle appelle à une « société bienveillante » passant par un « choc d'égalité » avec le respect des acquis sociaux. Sur l'aile gauche, on trouve les textes de « Maintenant la gauche » (Emmanuel Maurel, Marie Noëlle Lienemann..), d'« Un monde d'avance » (Benoît Hamon, Aurélie Filippetti) et de « Vive la gauche ». Autres textes : « Cohérence socialiste » (Karine Berger, Valérie Rabault, Yann Galut) ou encore Juliette Méadel, l'une des porte-parole du PS.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Popularité en berne pour Hollande et Valls: «Ils ont oublié de parler d'avenir»

20minutes.fr-Propos recueillis par Nicolas Bégasse

Le cœur des Français n'est pas facile à conquérir sur la durée. Moins d'un mois après le sursaut national illustré par la marche républicaine du 11 janvier, la hausse de popularité fulgurante de François Hollande et Manuel Valls s'effrite déjà. Assez lourdement: -8 points pour l'un, -7 pour l'autre, selon le baromètre Ipsos-Le Point de ce lundi. Le politologue et président de CAP Stéphane Rozès analyse cette chute, attendue mais soudaine, de popularité.

François Hollande et Manuel Valls ont-ils finalement raté le coche de «l'union nationale»?

Non, l'attitude du couple exécutif a correspondu à ce moment, ce qui a expliqué sa hausse de popularité. «L'esprit du 11 janvier», ce n'est pas seulement l'union nationale, c'est un mouvement qui vient des profondeurs du pays, c'est les Français qui se retrouvent dans une aspiration à se mettre en mouvement. François Hollande l'a compris, ça explique qu'il ait parlé dans sa conférence de presse d'un moment qui l'a «forcément changé», lui et le pays. Il a d'ailleurs apporté deux réponses, nécessaires, sur la lutte contre le terrorisme et la norme républicaine l'école, le service civique.

Comment expliquer la baisse de popularité qui suit cette conférence de presse, alors?

Il a manqué un troisième levier, le plus important d'un certain point de vue: dire quel est notre avenir commun. Dans sa conférence de presse, François Hollande a commencé par des questions internationales anxieuses, laissant croire que le destin français serait imposé de l'extérieur sans parler de la capacité de la France et de l'Europe à reprendre leur destin en main. Pour une hausse de popularité pérenne, il fallait dire en quoi ce mouvement du 11 janvier peut amener les Français à construire un avenir commun. Ça a été le maillon faible d'une conférence de presse par ailleurs réussie.

L'érosion de popularité est entamée, va-t-elle se poursuivre?

Ce n'est qu'un sondage, on verra ce que disent les suivants. Mais que leur cote baisse de 8, 12 ou 15

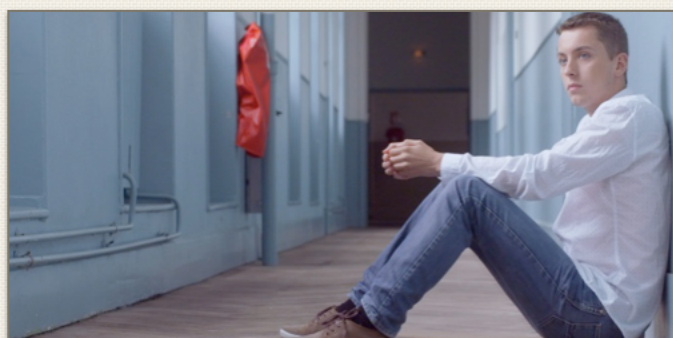
points n'a guère d'importance: ce qui est important c'est de comprendre les mécanismes à l'œuvre derrière cette baisse, car les phénomènes d'opinion sont souvent le reflet de ce qui se passe dans la société. Le 11 janvier, les Français ont été surpris de se voir mobilisés en dehors des formations politiques, et même sans elles. Ils se sont aperçus qu'il y avait une force, une énergie dans le pays, contrairement à ce que l'on pensait. Que faire, dès lors, de cette énergie? Si la réponse du couple exécutif déçoit, cela peut faire le jeu de Marine Le Pen lors des élections de mars ou décembre. La bonne réaction de l'exécutif a limité sa progression, mais le FN, qui n'a été mis sur le côté que momentanément, pourrait profiter de cette déception.

VI) Harcèlement scolaire : les souffre-douleur témoignent pour dire stop



Par Caroline Brizard

Le harcèlement touche un élève sur dix, soit plus d'un million de jeunes. Le doc "Souffre-douleur, ils se manifestent", d'Andrea Rawlins-Gaston et Laurent Follea, donne la parole aux victimes. Un film à voir absolument.



Souffre-douleurs : ils manifestent Jackie (Capa Presse)

Nora Fraise (1) aurait pu sombrer dans le désespoir quand sa fille Marion, 13 ans, s'est pendue, en février 2013, pour une affaire de harcèlement à l'école. Mais elle s'est battue. Son témoignage est à l'origine d'un poignant documentaire en forme de manifeste. "En novembre 2013, j'ai entendu Nora Fraise à la radio, et son récit m'a glacée. Je me suis identifiée à elle", raconte Andrea Rawlins-Gaston, journaliste à l'agence Capa, elle-même maman d'une petite fille de 5 ans, plutôt réservée.

Elle a découvert le calvaire de Marion, très bonne élève de quatrième dans un collège de l'Essonne, contre laquelle des élèves de sa classe se sont ligüés, la traitant de "bolosse", de "pute", d'"intello"... jusqu'à ce qu'elle ne voie plus d'autre issue que de se tuer. "Autour de moi, pourtant, le phénomène du harcèlement était totalement méconnu", poursuit la réalisatrice.

Installer la confiance, conjurer leur honte, les convaincre de s'exprimer devant la caméra

Facebook, les associations montées par des parents, l'Aphee (Association pour la prévention de phénomènes de harcèlement entre élèves) et des membres de l'Education nationale sensibles au sujet l'aident à identifier des victimes. Installer la confiance, conjurer leur honte, les convaincre de s'exprimer devant la caméra, tout cela prend du temps. Le travail dure six mois. "Je n'ai pas pu garder tous leurs témoignages, mais je m'en suis nourrie." A l'arrivée, huit histoires terribles s'entrelacent dans ce film tourné dans un lieu unique, le lycée public Jacques-Decour, à Paris, un vieil établissement digne du "Petit Chose", "très graphique".

http://www.dailymotion.com/video/x2f48ow_france-2-infrarouge-extrait-souffre-douleurs-ils-se-manifestent-rv-mardi-10-02-en-deuxieme-partie-de_tv

“ Quand ils bafouillaient, quand il y avait trop d'émotion, on s'arrêtait.”

Chaque ado ou parent apparaît en pleine lumière, dans un lieu choisi, classe, escalier, couloir, gymnase... autant d'espaces déserts que leur récit remplit d'ombres et d'angoisse. "Le tournage a duré une demi-journée par personne... Je voulais les mettre en valeur. Quand ils bafouillaient, quand il y avait trop d'émotion, on s'arrêtait." La douleur brouille la voix de Raphaël lorsqu'il raconte la journée fatale où il n'a pas su rassurer son fils Matteo, 13 ans, dont on se moquait parce qu'il était roux : "'Ton père, il a la bite rouillée"... Raphaël n'a pas eu le temps d'en reparler avec son fils, de lui dire que son calvaire allait s'arrêter. Après une énième séance de coups, Matteo s'est pendu. Du chagrin à perpétuité pour Raphaël et sa femme Virginie. "Il faut nommer le harcèlement scolaire, martèle la réalisatrice. Il peut tuer. Les harceleurs ne se rendent pas toujours compte du mal qu'ils font, disent que c'est pour rire."

“ J’avais l'impression d'être un monstre, j'étais détruite.”

Emeline, le regard bleu pervenche, a été harcelée pendant toutes ses années de collègue à cause de deux dents de devant grisâtres, qui ont depuis retrouvé leur blancheur. "J'avais l'impression d'être un monstre, j'étais détruite." Jacky, 19 ans, bégaie. En sixième, il a été harcelé par "des grands". Sans oser le dire, il a vécu une routine de violences : un de ses bourreaux lui mettait la main sur la bouche jusqu'à l'étouffer, tandis que les autres le frappaient. La belle Charlène, devenue scénariste, a été traitée de "grosse vache", de "baleine" parce qu'elle était boulotte. A la cantine, elle déjeunait seule devant son assiette et les autres lui jetaient des nouilles dans les cheveux. Lucas, 16 ans, est homosexuel. On l'injurait :

"Sale pédé, garage à bites..."

Souvent, les victimes ont peur de parler et que les choses n'empirent. Alors elles retournent la violence contre elles-mêmes. Agathe, boucles couleur de lin, dont on raconte sur Facebook qu'elle couche pour de l'argent, se mutile au compas, au cutter, avec des lames de rasoir. Jonathan, moqué pour son poids, racketté, menacé, s'immole près d'un canal, tombe à l'eau, en réchappe. Andrea Rawlins-Gaston filme son visage déformé par les brûlures.

nouvelobs.com-Caroline Brizard

(1) "Marion, 13 ans pour toujours", de Nora Fraise (Editions Calmann-Lévy, 2015)

"Souffre-douleurs, ils se manifestent". Documentaire (CAPA), mardi 10 février, à 22h25, sur France 2. Suivi d'un débat, à 23h20, "Harcèlement, briser le silence".

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) La grosse colère de Nicolas Sarkozy après la révélation de son escapade à Abou Dhabi le 2 février



Nicolas Sarkozy © AFP Stephane de Sakutin



Sylvain Chazot
sylvain.chazot@europe1.fr

CA M'VENERE - Officiellement, il n'y avait aucun problème à voir Nicolas Sarkozy **donner une conférence à Abou Dhabi lundi 2 février**, alors même que son parti se déchirait sur les consignes à donner pour le deuxième tour de la législative partielle dans le Doubs. Non, vraiment aucun problème.

Et pourtant, quelle ne fut la colère de Nicolas Sarkozy lorsqu'il découvrit, dans les colonnes de Marianne, que son escapade aux Émirats arabes unis avait fuitée. C'est ce que rapporte le Canard Enchaîné du mercredi 11 février. Selon l'hebdomadaire, l'ancien chef de l'État était un chouia énervé. Il a dit :

“ Bande de salopards ! Jaloux ! Minables ! Ils ne me lâcheront jamais ! Est-ce que c'est de ma faute si je suis demandé partout dans le monde ?

Une colère à destination d'on ne sait trop qui même si Nicolas Sarkozy semble surtout l'avoir mauvaise envers ceux qui ont informé la presse de son déplacement. Des sources que l'ancien président est bien décidé à identifier. Toujours cité par le Canard, il ajoute :

“ L'ambassade de France aux Émirats arabes unis ? C'est possible, mais ça m'étonnerait ! L'ambassade n'aurait pas filé l'info à 'Marianne'. Non, ça vient de chez nous, j'en suis sûr !

Voilà qui ne va pas arranger l'ambiance au sein de l'UMP, déjà bien tendue après le premier tour de

de la législative partielle dans le Doubs et l'élimination au premier tour du **candidat UMP Charles Demouge**.

[BONUS TRACK] La stratégie de Sarkozy

"Tout ce que je fais en ce moment, depuis que je suis à la tête de l'UMP, c'est réfléchi, c'est une stratégie", martèle Nicolas Sarkozy, cité dimanche 8 février par le JDD.

Même sa mise en minorité lors du vote à l'UMP sur le "ni-ni" est le fruit d'un savant calcul digne des plus fins stratèges. Cité par le Canard Enchaîné, l'ancien chef de l'État assure qu'il était favorable à la position adoptée mais qu'il a voulu faire croire l'inverse. Il dit :

J'étais pour le "ni-ni". **Mais j'ai fait mine de défendre la ligne anti-FN** pour calmer Juppé, Raffarin et NKM.

europel.fr

VIII) Une cellule de réflexion sur l'Islam en France à l'UMP



Le conseil national de l'UMP, samedi 7 février Crédits photo :ALAIN JOCARD/AF

LE SCAN POLITIQUE - Un groupe de travail sera piloté par Gérard Darmanin et Henri Guaino pour lancer de nouvelles propositions sur ce sujet cher à Nicolas Sarkozy.

«Notre famille a montré une mauvaise image. Mais maintenant qu'on se remet au travail, nous allons réinvestir tous les débats». Samedi, Nicolas Sarkozy a appelé les cadres à relancer le débat sur la place de l'islam en France à l'occasion du Conseil national de l'UMP. Les modalités pratiques se précisent ce mardi. En effet, pour

sortir des difficultés de politique interne qui se succèdent depuis son retour à la direction de l'UMP, **Nicolas Sarkozy entend bien faire repartir la machine à idées**. Selon le chef de l'opposition, lancer des débats qui comptent et «apporter des vraies réponses aux Français» sera le meilleur moyen de remettre le parti en ordre de bataille pour emporter les succès attendus aux prochaines élections départementales. Et bien sûr, pour tourner la page de la séquence cacophonique qui a secoué la rue de Vaugirard lors de l'élection législative partielle du Doubs.

Selon le Parisien, l'un des premiers chantiers lancés par Nicolas Sarkozy doit donc **porter sur les questions relatives à «l'Islam de France et l'Islam en France»**. Un groupe de travail doit être lancé sous la houlette des députés Gérard Darmanin et Henri Guaino. Contacté par Le Scan, ce dernier ne livre que peu de détails, et explique que la décision a été prise lundi afin d'aller au-delà des réflexions déjà menées sous la présidence de Nicolas Sarkozy. «Nous voulons dépasser le cadre habituel de réflexion pour avancer sur ce vrai sujet, et aller plus loin que ce qui a déjà été fait». L'UMP organisera une journée thématique sur la place de l'Islam en France pour faire le point sur les réflexions. Des pistes qui pourraient en outre déboucher sur des propositions programmatiques.

La personnalité de Gérard Darmanin a été retenue notamment en raison de prises de position contre la laïcité dite punitive. Le député du Nord a notamment émis l'idée d'**une révision de la loi de 1905** dans l'objectif de créer un concordat entre la république et l'islam en France, comme l'a relevé Le Lab. Henri Guaino et lui même ont par ailleurs fait partie de la délégation UMP qui a reçu les représentants des cultes le 15 janvier dernier au lendemain des attentats. Samedi, l'ancien président a annoncé qu'il allait de nouveau recevoir les représentants du culte musulman. Il s'agira d'établir non pas «ce que la République est prête à faire pour s'adapter à l'islam, mais comment faire pour que l'islam en France soit un islam de France». La représentation des musulmans français est un sujet cher à l'ancien président. C'est d'ailleurs à son initiative qu'avait été créé le Conseil Français du Culte Musulman CFCM en 2003, lorsqu'il était ministre de l'intérieur.

Mais au lieu de rassembler les troupes autour de propositions fédératrices, ces questions pourraient ouvrir de nouvelles tensions au sein de l'UMP, notamment au sujet du devenir de la loi de 1905.

François Baroin refuse catégoriquement d'y toucher au motif de préserver le texte fondateur de la laïcité. François Fillon ou Nicolas Sarkozy pour leur part y sont moins réticents.

lefigaro.fr

IX) Assia Djebbar : la grande dame s'en est allée

Hassane Zerrouky



La romancière, essayiste et historienne algérienne, Assia Djebbar, 78 ans, est décédée samedi à Paris. En octobre dernier, elle avait remis un texte inédit à l'Humanité pour le spécial 60ème anniversaire du 1er Novembre 1954, date du déclenchement de la guerre de libération algérienne.

Quand l'Humanité l'avait sollicitée pour le spécial « 60ème anniversaire du 1er Novembre 1954 », Assia Djebbar avait remis au journal un magnifique texte inédit : « Alger, juillet 1830 ». Pour celle qui, dans son discours de réception à l'Académie française en 2005 affirmait que « le colonialisme vécu au jour le jour par nos ancêtres, sur quatre générations au moins, a été une immense plaie » et, citant Aimé Césaire déclarait que « les guerres coloniales en Afrique et en Asie ont, en fait, « décivilisé » et « ensauvagé » l'Europe », le geste envers l'Humanité n'avait rien de surprenant. Toujours est-il qu'après la parution de ce « spécial 1er novembre 54 », personne n'imaginait que l'« immortelle » allait partir moins de trois mois après la publication de son texte dans le journal de Jean Jaurès (1).

Celle qui se considérait à l'Académie française « à la fois au-dehors et au-dedans », était née le 30 juin 1936 à Cherchell, à 100 kms à l'ouest d'Alger, dans cette région des monts du Chenoua qu'Albert Camus a si bien décrit dans ses œuvres. De son vrai nom Fatima Zohra Imalayène, Assia Djebbar, qui a commencé sa carrière littéraire en 1957 avec « La Soif », a d'abord milité dans les rangs de l'UGEMA (mouvement des étudiants algériens lié organiquement au FLN), avant de se rendre à Tunis où elle collabore comme journaliste à El Moudjahid, organe du FLN durant la guerre d'indépendance algérienne, où elle côtoie Franz Fanon et Omar Oussedik.

Toute son œuvre est habitée par un engagement en faveur de l'émancipation et des droits des femmes. La femme algérienne est au cœur de ses nouvelles et romans, et ce depuis « la Soif », son premier roman. C'est cette parole féminine sur la mort au quotidien qu'elle faisait entendre en faveur des intellectuels et journalistes (femmes et hommes) dans cette Algérie des années 90 en proie à l'intolérance et la violence islamiste, donnant à ses personnages une épaisseur qui les rend très proches. « Je me dis parfois : tu les saisis de loin, écris les en te glissant au plus près de leur corps, de leur cœur » s'en expliquait-elle dans la postface d'« Oran, langue morte » (voir H.Zerrouky, l'Humanité du 12 septembre 1997).

Outre l'Académie française, Assia Djebbar, auteure d'une œuvre immense (romans, nouvelles, essais), mais aussi cinéaste (La Nouba des femmes du mont Chenoua, prix de la critique internationale à Venise en 1979) était également membre de l'Académie royale de langue et de littérature française de Belgique. Elle a enseigné l'histoire et la littérature à l'université d'Alger, puis à la New York University en passant par la Louisiana State University de Baton Rouge. Elle était titulaire de prix prestigieux - Prix international Pablo-Neruda (Italie) et de l'International Literary Neustadt Prize (États-Unis). Son dernier roman : « Nulle part dans la maison de mon père », Actes Sud (Paris) est paru en 2007. Selon ses vœux, Assia Djebbar sera inhumée dans sa ville natale, Cherchell, dans cette région des monts du Chenoua, bordant la Méditerranée qu'elle chérissait tant.

(1) Numéro spécial de l'Humanité du 30 octobre 2014: « 1er novembre 1954, le colonialisme meurt en Algérie » in l'Humanité du jeudi 30 octobre 2014. Les textes inédits de huit écrivains : Assia Djebbar, Kamel Daoud, Hajar Bali, Yahia Belaskri, Anouar Benmalek, Soumya Ammar Khodja, Randa El Kooli, Mohamed Benchicou

**La Presse en Revue part
aux skis du 15 au 23
février 2015**



Bonne neige...



A Suivre...
La Presse en Revue